SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 20 FÉVRIER 1851.

Rapport de la Commission des Travaux Publics, chargée d'examiner le Projet de Loi relatif à l'ex- ploitation des télégraphes de l'État.

(Voir les N^{os} 52 et 81 de la Chambre des Représentants et le N^o 29 du Sénat.)

MESSIEURS,

Vous avez voté, dans votre dernière session, la Loi autorisant l'établissement de télégraphes électriques sur les chemins de fer de l'État; le Projet soumis à vos délibérations est donc un corollaire obligé du vote que vous avez émis; il a pour but l'exploitation des lignes télégraphiques dont vous avez consenti la création.

Le Gouvernement vous demande, par son Projet de Loi, l'autorisation de fixer par arrêté royal, pour un terme de deux années environ, les tarifs des correspondances télégraphiques, les règlements pour leur transmission et les pénalités aux infractions des dispositions de la présente Loi.

Votre Commission a reconnu, après mûr examen, que s'il est désirable, en général, que toute perception au profit de l'État soit réglée par la Loi; il est des circonstances exceptionnelles où la sanction de la législature ne peut être réclamée sans inconvénients de prime abord.

La Belgique en est encore au début en fait de télégraphie électrique; l'Angleterre, la Prusse, l'Autriche, la France et les États-Unis l'ont devancée dans l'application, sur une vaste échelle, de cette admirable invention, qui supprime en quelque sorte le temps et l'espace. Il faut bien le reconnaître, il était matériellement impossible, dans l'état des choses, de soumettre à la législature un système complet de tarif et de règlements, alors qu'aucune exploitation n'avait encore eu lieu, et lorsque des conventions internationales pouvaient, dès l'origine, amener des changements dans les dispositions qui auraient été prises.

Votre Commission a donc reconnu la nécessité d'une disposition transitoire; elle a admis le principe de la Loi accordant au Gouvernement la faculté de pourvoir à l'exploitation des télégraphes par arrêté royal jusqu'au 1^{er} janvier 1853.

La durée assignée à la présente Loi ne lui a point semblé trop longue pour qu'une expérience suffisante vienne éclairer le Gouvernement sur les dispositions à prendre sur le tarif qu'il croira devoir proposer à cette époque; seule-

ment votre Commission émet le vœu que le Projet soit déposé assez à temps, pour pouvoir être utilement discuté par la législature, et éviter ainsi une prolongation du provisoire qui, en matière de tarif, s'étend souvent en Belgique au delà de tout terme raisonnable.

Le principe de la Loi étant admis, votre Commission s'est occupé des articles qui la composent; les trois premiers, n'ayant soulevé aucune observation, ont été adoptés.

La rédaction de l'art. 4 n'a point semblé aussi claire ni aussi satisfaisante. Votre Commission a cru y voir certain danger par suite de son caractère impératif; elle a pensé que sa rédaction pouvait favoriser jusqu'à certain point la transmission de dépêches qui pourraient compromettre la tranquillité publique, la sûreté de l'État ou les bonnes mœurs.

À la suite de la discussion qui s'est élevée sur la rédaction de cet article, M. le Ministre des Travaux Publics a été invité à se rendre dans le sein de votre Commission. Les explications qu'il lui a données et qu'il renouvellera au Sénat, le projet de règlement qui accompagnera la Loi et qui réglera le mode d'exploitation, lèvent tout équivoque à cet égard; l'art. 5 de ce règlement imposera même aux agents employés l'obligation de refuser toute dépêche qu'ils jugeraient contraire à l'ordre public ou aux bonnes mœurs, en réservant toutefois le recours d'appel au directeur des télégraphes.

Ces explications ayant paru satisfaisantes et le Projet de Loi n'ayant soulevé aucune autre observation, votre troisième Commission a l'honneur de vous proposer, par mon organe, à l'unanimité des Membres présents, l'adoption du Projet de Loi tel qu'il vous a été transmis par la Chambre des Représentants.

Le duc D'URSEL, *Président.*

P. VAN REMOORTER.

Baron A. DAMINET.

Chev. BÉTHUNE.

DE DORLODOT.

PIÉTON.

FERD. SPITAEELS, *Rapporteur.*